

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MERCREDI 27 FEVRIER 1980 - No 39 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

**De nouvelles émeutes populaires
ont éclaté lundi matin
dans plusieurs quartiers de Kaboul**

LE PEUPLE AFGHAN NE VEUT PAS DE L'OCCUPATION SOVIETIQUE



- Les militaires soviétiques participent directement aux massacres avec les blindés, les Mig et les hélicoptères
- Des renforts de troupes sont acheminés vers la capitale
- Couvre-feu à Kaboul depuis vendredi dernier

Voir page 3

Discussion de la convention
médecins/Sécurité Sociale

Le droit à la santé remis en question

La nouvelle convention proposée par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, programme la mise en place d'une médecine à 3 niveaux, selon les moyens de chacun. Objectif de cette convention, imposer un blocage des dépenses de santé sous le prétexte de combler le déficit de la Sécurité Sociale. C'est le droit à la santé pour les travailleurs qui est remis en question.

Voir page 4

Appel pour une rencontre nationale des lycées et LEP le 1er mars à Paris

Voir page 4

Coup d'envoi de Rocard pour la course à la candidature

Voir page 3

Après
l'interdiction
de la Tribune libre
CGT

**Intolérable
censure !**

Lire en page 2

A nos lecteurs

Par suite d'incidents techniques nous nous sommes trouvés dans l'obligation de sortir cette édition sur quatre pages seulement. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Elections législatives mercredi 27 au Zimbabwe

Pour la première fois de son histoire, le peuple du Zimbabwe est amené à élire ses représentants, ce droit, il a dû le conquérir par 16 ans de lutte armée contre le régime raciste qui a pris la succession du colonialisme britannique, et contre ses alliés, en particulier l'Afrique du Sud qui n'a pas renoncé à empêcher que ce pays devienne libre et indépendant. Tout au long de cette campagne des obstacles ont été dressés pour empêcher la victoire du Front Patriotique dont les deux composantes, ZANU et ZAPU, se présentent séparément. Robert Mugabe, secrétaire général de la ZANU, a été victime de trois tentatives d'assassinat, dont la dernière remonte à samedi dernier. Il n'aura pu tenir en tout et pour tout que trois meetings électoraux. Cet handicap est surmonté par l'immense soutien dont bénéficie la ZANU parmi la population. Il est vrai qu'elle a fourni l'essentiel de l'effort pour libérer le pays.



Après l'interdiction de la Tribune libre CGT vendredi à FR3

Il faut exiger la levée de cette intolérable censure

Trois jours après la très grave atteinte aux libertés que représente l'interdiction vendredi sur FR3 de la Tribune libre CGT, le gouvernement est resté sur sa position et la demande solennelle pour mettre un terme à cette censure, adressée par Georges Séguy au président de la République, est restée sans réponse.

On ne peut d'ailleurs penser que cette mesure ait été faite à la légère : elle l'a été sur l'injonction du gouvernement. Elle constitue un pas de plus, et très grave, contre les

Après les multiples actes de répression antisyndicale qui ont marqué les dernières semaines, cette interdiction de la Tribune libre CGT à la télévision est une attaque très sérieuse contre les travailleurs. Elle s'en prend aux armes dont ceux-ci disposent pour se défendre, pour se défendre, elle vise à restreindre gravement leurs droits et possibilités d'action. Tribune libre ! En fait de liberté, cette censure témoigne des bien étroites limites que Giscard-Barre prétend lui imposer pour ce qui concerne les travailleurs, bien sûr ! Dans cette affaire, les patrons ont eu, eux, la

liberté d'empêcher que soient dénoncés leurs excès !

C'est en cet effet cette Tribune libre dénonçait les exactions patronales «propos de nature à entraîner des poursuites judiciaires» à prétexte la direction de FR3 pour interdire l'émission. Quel propos ? «La direction de l'émission a acculé un jeune militant au suicide». Voilà. Dans sa déclaration, le Bureau confédéral de la CGT indique «En tentant d'imposer le silence sur la répression dont sont victimes les salariés, le gouvernement a montré sa volonté de couvrir les actes de pa-

droits des travailleurs, leur droit d'expression, atteint ici à travers leur principale organisation syndicale, la CGT.

Il importe que la plus vive riposte de la part des travailleurs et de tous les démocrates réponde à cette attaque intolérable.

Notre journal pour sa part s'associe totalement aux protestations qui se sont déjà manifestées et s'en fera largement l'écho.

troué en toutes occasions de soumettre les grands moyens d'information à la censure pour tous les problèmes qui concernent la vie et la lutte des travailleurs. Ils appellent en outre «l'ensemble des organisations de la CGT à prendre les mesures permettant aux travailleurs et travailleuses de opposer à cet acte d'autoritarisme grave».

La CFDT a protesté également contre cette atteinte à la liberté d'expression, indiquant notamment «il ne peut y avoir de tribunes réellement libres que dans la mesure où les organisations ayant le droit de parole sont

en état d'assumer totalement la responsabilité de ce qu'elles présentent, tant en ce qui concerne le contenu lui-même qu'en ce qui concerne les suites juridiques qui peuvent en résulter».

Dans ces circonstances, sur quoi discute le président de la République ? Sur la participation ? Voilà qui n'est pas neuf. Visiblement, la participation giscardienne a ceci de commun avec celles de ses prédécesseurs : c'est le droit de se taire pour les travailleurs.

G. C.

Succès juridiques de la CGT de Longwy

Jeudi 21 février, sur plainte du Procureur de la République, l'Association des auditeurs de la libre expression radiophonique comparait devant le tribunal de grande instance de Briey. Cette association, créée à l'initiative de la CGT regroupe les auditeurs de Radio Longwy Cœur d'Acier. Le tribunal a relaxé l'association. Ce qui constitue un succès.

Le même jour, Salah Souyati, syndicaliste CGT aux établissements Bertoldi, qui était sous le coup d'un arrêté d'expulsion, a vu cette mesure annulée.

Un autre succès pour les travailleurs de Longwy.

Grève à Chambourcy-Marseille

L'usine Chambourcy-Marseille est en grève depuis le lundi 11 février pour obtenir une prime d'été de 750 F indexée sur les salaires, la revalorisation de la prime de transport et le maintien du pouvoir d'achat.

Au début de la lutte, il y avait unité d'action entre la CGT, la CFTC et la maîtrise. La semaine dernière, le personnel avait décidé d'arrêter le travail 4 heures par jour.

Depuis le 20 février, la majorité du personnel continue la lutte avec la section CGT seule.

Correspondante MARSEILLE

international

Iran : ● Manifestations en faveur de l'extradition du Shah ● La commission d'enquête de l'ONU à pied d'oeuvre

Arrivée samedi à Téhéran, la commission d'enquête de l'ONU a été reçue dès le lendemain par le ministre iranien des Affaires étrangères et par le président Bani Sadr. Lundi celui-ci a par ailleurs pris la tête d'une importante manifestation réclamant l'extradition du shah et la restitution de ses biens. Cette manifestation prenait place dans le cadre de la «semaine de mobilisation nationale» déclenchée par l'imam Khomeiny, parmi d'autres initiatives dont des exercices de défense militaire et un entraînement aux techniques de guérilla destinés à l'instruction de la population.

D'autre part, un communiqué publié lundi à Téhéran annonce la démission du maire de Téhéran ainsi que l'arrestation du commandant des forces navales, dont on ignore pour l'instant les motifs.

F. R.

San Salvador : rumeurs de coups d'Etat

Alors que les attentats d'extrême-droite se multiplient : dimanche c'est un haut fonctionnaire appartenant au parti chrétien-démocrate qui a été assassiné, le département d'Etat américain a affirmé à deux reprises ces jours derniers, qu'un coup d'Etat militaire provoquerait l'arrêt immédiat de toute l'aide américaine au San Salvador. Il semblerait que les États-Unis sont favorables au maintien du gouvernement actuel pas tant pour les raisons officiellement invoquées : orientation réformiste de celui-ci et sa politique en faveur des droits de l'homme ; mais pour des motifs beaucoup moins louables. En réalité, si les États-Unis cherchent à éviter un coup d'Etat au San Salvador, c'est parce qu'ils sont en l'occurrence de tester le degré de mobilisation populaire ces derniers mois, et qu'ils savent qu'un coup de force provoquerait immanquablement une guerre civile dont l'issue serait incertaine. Le département d'Etat américain ne cache pas ses craintes de voir apparaître un nouveau Nicaragua.

Pologne

Vendredi dernier, la police polonaise est intervenue au domicile d'un dissident polonais pour interrompre une réunion des responsables du «Comité d'Autodéfense Sociale» (KOR) à Varsovie. La police a interpellé 5 personnes, deux seulement avaient été relâchées dans la soirée.

Le même jour, à Cracovie, la police a empêché la tenue d'une réunion du «Comité d'Autodéfense des Etudiants».

L'ETA politico-militaire revendique l'attentat du palais de la Moncloa

On observe ces derniers temps en Espagne, une recrudescence des activités d'extrême-droite, le procès de la tuerie d'Atocha est l'occasion pour les nostalgiques du franquisme de se livrer à des provocations. C'est donc dans une atmosphère politique déjà tendue que jeudi, l'ETA politico-militaire a lancé une roquette antichar contre le palais de la Moncloa, résidence du premier ministre à Madrid. Dans une conférence de presse donnée le lendemain, l'organisation basque a revendiqué l'attentat et prouvé en être l'auteur. Selon les explications fournies par un porte-parole de l'organisation, l'ETA-PM aurait pu «tuer Suarez en plein conseil des ministres» et cette opération ne visait qu'à donner un avertissement au gouvernement espagnol afin qu'il satisfasse les revendications suivantes : associer la Navarre aux autres provinces basques bénéficiant du statut d'autonomie, rapatriement de tous les prisonniers politiques basques en Euskadi où le gouvernement autonome décidera des conditions de leur libération, et levée des mesures exceptionnelles de sécurité. L'ETA-PM prétend avoir agi à Madrid pour ne pas troubler la campagne électorale au Pays-Basque, qui s'achèvera le 9 mars prochain avec l'élection du parlement basque.

F. R.

Des tracts en Allemagne de l'Est contre l'intervention en Afghanistan

Pour la première fois, on signale l'apparition en Allemagne de l'Est de tracts et de slogans, sur les murs, hostiles à l'intervention soviétique en Afghanistan.

Selon le «groupe de travail pour les droits de l'homme» de Berlin-Ouest, des tracts auraient été affichés, la semaine dernière, à Erfurt en Allemagne de l'Est et des slogans auraient été écrits sur des murs à Thuringe et à Leipzig. On parle même d'arrestations dans cette ville.

Ces faits méritent attention car c'est la première fois, après la condamnation de l'intervention soviétique par des dissidents d'URSS, qu'on parle de prises de position semblables en Allemagne de l'Est.

Jusqu'à présent, dans les pays de l'Est, l'opposition prenait surtout position contre les atteintes aux droits démocratiques à l'intérieur des pays de l'Est. Il semble maintenant qu'elle se sente aussi concernée par la violation des principes d'indépendance et par les interventions militaires de l'URSS à l'extérieur de ses frontières.

Par ailleurs, en Allemagne de l'Ouest, 3 000 Turcs, Afghans et Iraniens ont manifesté samedi à Cologne pour exiger le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, la non-ingérence des USA dans les affaires intérieures de l'Iran et contre les menaces de l'extrême-droite en Turquie.

Claude LIRIA

Tchécoslovaquie

Un signataire de la «Charte 77», déjà condamné à 2 ans de prison, vient de voir sa peine prolongée de 6 mois, dans une centrale à régime sévère, par un tribunal.

La raison ? le prisonnier avait fait 3 grèves de la faim pour protester contre les conditions de détention et avait dû être emmené à l'hôpital, dans un état grave. Il avait été arrêté en 1976 avec 2 amis pour diffusion de la Charte des opposants tchèques.

D'autre part, plusieurs amis d'un membre du VONS, comité de défense des personnes injustement poursuivies, ont été interrogés puis expulsés du district où habite leur ami.

Maroc : nouvelles condamnations d'étudiants

Dix étudiants marocains soupçonnés d'appartenir à l'organisation marxiste-léniniste Ilaï Amam, ont été condamnés samedi à Rabat à des peines allant de trois à six mois de prison ferme assortis d'amendes. Ils étaient accusés de «participation à association interdite» et ont été arrêtés lors des grèves organisées par l'Union Nationale des Etudiants Marocains. Ces condamnations viennent s'ajouter à celles prononcées il y a quelques jours contre des militants de la même organisation. (cf. QdP du samedi 23 février).

Communiqué

TOULOUSE

L'INTERVENTION SOVIETIQUE EN AFGHANISTAN
aide internationaliste ou agression ?
Défense de l'URSS ou expansion impérialiste ?
Quel enjeu international ?

L'intervention soviétique en Afghanistan est en fait une ingérence brutale qui viole la souveraineté et l'indépendance de l'Afghanistan. C'est une intervention impérialiste comme celle des USA au Vietnam et celle de Giscard en Centrafrique. C'est une étape dans la stratégie globale de l'URSS.

Avec le redéploiement américain au Moyen-Orient et l'invasion soviétique de l'Afghanistan, les deux superpuissances USA et URSS en crise amènent le monde à la guerre. Face à l'occupant, le peuple afghan, comptant sur ses propres forces, résiste vaillamment.

TROUPES RUSSES HORS D'AFGHANISTAN
SOUTIEN A LA RESISTANCE AFGHANE

MEETING

Jeudi 28 février à 21 h - salle : 22 allées de Barcelone à l'appel de :

Parti Communiste Marxiste Léniniste, Comité Anti-impérialiste de Toulouse, Association des Stagiaires et Etudiants des Comores, Union Nationale des Etudiants et Elèves de Côte d'Ivoire, Association des Etudiants d'origine Malgache, Association Général des Etudiants du Gabon, Comité des Patriotes de Kampuchéa.

Nouvelles émeutes dans la capitale afghane

Les occupants ont pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher au maximum les informations de sortir de l'Afghanistan. Ainsi, les quelques journalistes occidentaux qui ont pu rester cloîtrés à l'hôtel Intercontinental. Cependant on en sait quand même un peu plus sur les événements qui se déroulent depuis vendredi dernier dans la capitale afghane.

Il semble que les manifestations aient été très massives. Selon des responsables de la résistance, des milliers d'Afghans se sont rassemblés à partir de onze heures vendredi matin en plusieurs points de la capitale.

L'heure avait été choisie en fonction de la prière du vendredi qui se fait à partir de midi. La présence de drapeaux verts et de banderoles indique une préparation de la manifestation par la population.

C'est lorsque la foule très dense a tenté de prendre d'assaut les locaux de *Radio Kaboul*, que les unités

de blindés ont ouvert le feu. Les soviétiques ont directement participé au massacre, notamment avec des hélicoptères Mi24 et des avions MIG. En même temps, une autre partie de la manifestation essayait de s'approcher de l'ambassade soviétique, mais se heurtait très violemment à un impressionnant dispositif militaire.

Les massacres ont été nombreux. A coup sûr on peut parler de centaines de morts et de milliers de blessés; certains avancent le chiffre de près de mille morts.

Malgré le couvre-feu instauré depuis vendredi, de nouvelles émeutes ont éclaté lundi matin dans la capitale afghane. La radio de Kaboul captée à Islamabad paraît lundi de combats qui auraient éclaté dans plusieurs quartiers peu avant l'arrivée de deux nouveaux convois soviétiques à Kaboul.

Il ne fait évidemment aucun doute que l'armée soviétique participe très direc-

tement et même organise la plus grande partie de la répression du mouvement populaire. Les désertions massives qui se sont produites dans l'armée afghane ne permet pas à celle-ci de faire face. De plus, dans ses rangs, de nombreux soldats sont considérés comme «peu sûrs» du fait de leur manque de conviction dans la répression de la résistance populaire.

Les petites phrases de Brejnev apparaissent très clairement pour ce qu'elles sont des mensonges purs et simples. Il n'a pas du tout l'intention de retirer ses troupes du sol afghan. Il cherche à gagner du temps pour pouvoir écraser la résistance à l'intérieur et essayer de consolider un peu le pouvoir branlant des gangsters politiques qu'il a mis au pouvoir à Kaboul sous la pression de ses chars.

Les prises de positions se multiplient à travers le monde pour condamner l'agression et les massacres sovi-

étiques contre l'Afghanistan. Plusieurs manifestations ont eu lieu en fin de semaine dernière dans des pays occidentaux. De son côté, le président iranien Bani Sadr vient de déclarer: «Si les soviétiques ne se retirent pas d'Afghanistan, le monde musulman doit prendre des mesures pour les repousser».

En France, il n'y a que le PCF pour continuer à ne voir dans le soulèvement populaire en cours à Kaboul et dans la résistance qui se développe à travers tout l'Afghanistan que la main des feudaux ou de la CIA. *L'Humanité* de lundi matin reprenait mot à mot les communiqués des bandits au pouvoir à Kaboul et de l'agence Tass. Cependant, la protestation populaire grandit en France et y compris parmi les militants du PCF et de la CGT qui se refusent à cautionner la politique d'agression et de massacre de l'URSS.

G.P.

Coup d'envoi de Rocard pour la course à la candidature

«L'ai-je bien descendu?» classique réplique d'escalier où il est question de la séduction d'une démarche. C'est à peu près la même interrogation pleine de suffisance qu'on lisait lundi soir sur les lèvres devenues muettes de Michel Rocard à l'issue de sa prestation télévisée, tandis que se déroulait l'interrogé, Duhamel, prononçait un verdict favorable à l'intention de celui qui, quelques instants plus tôt, s'était déclaré prêt à assumer des responsabilités présidentielles.

Après avoir été consacré par les instituts de sondages qui le placent en tête des «présidentiables» de gauche, Rocard conformément aux rites passait à «*Cartes sur tables*» l'épreuve du petit écran. Une heure de débat courtois préparé de longue date avec les conseils d'un publiciste de renom au terme duquel le candidat à la candidature devait, grâce aux ficelles apprises, toucher la raison et le cœur de Mme Michu; c'est ainsi qu'entre eux, ils parlent de vous et de moi.

Ainsi s'ouvrait une campagne dont Rocard attend que son parti l'investisse «par consensus» comme candidat parce qu'il est «le plus capable». Une campagne qui ne laisse rien au hasard et dont le groupe de presse Perdriel avec son *Matin* et son *Nouvel Observateur* fournira le support permanent.

Son comité de parrainage s'il ne compte pas encore le nom du premier secrétaire du PS. (C'est l'objectif ultime poursuivi) aligne d'ores et déjà, même si c'est à titre officieux, quelques personnalités qui servent de cautions. Mendès-France, aux côtés duquel il se fait interviewer pour *Le Nouvel Observateur*, voilà pour le côté homme d'Etat responsable et rigoureux. Pisani, dont il revendiquera habilement l'amitié devant les caméras de la télé, pour les européens. Et Maire, dont il cite les propos, côté syndicalistes.

Reste à triompher des résistances coriaces qui existent dans la direction et l'appareil du parti socialiste lui-même. S'imposer auprès de ses pairs voilà le problème. Mais écoutons comment le député des Yvelines envisage la chose.

Le parti socialiste a la chance d'avoir deux candidats possibles pour les présidentielles. Il a eu la sagesse de remettre à l'autourne son choix définitif. Il lui reste donc un peu plus de 6 mois pour se convaincre que, des deux, c'est Rocard le plus capable.

A l'entendre, Rocard n'est pas contre Mitterrand. Il est tout honnêtement meilleur et l'hommage appuyé qu'il rendait lundi soir au premier secrétaire du PS doit faire mieux comprendre que ce dernier n'est plus l'homme de la situation. Mitterrand a été le candidat de l'union de la gauche et celui qui a construit le PS. Voilà beaucoup de mérite mais il n'y a plus d'union de la gauche et le candidat du PS en 1981 devra pouvoir rassembler toutes les forces de la gauche à l'exclusion du PCF.

Cui mieux que le député des Yvelines pourra espérer sur son nom le rassemblement du PS, bien sûr, mais aussi des radicaux, des écologistes, du PSU, voire de certains secteurs de l'extrême-gauche?

A la question de savoir s'il y avait de grandes différences entre Mitterrand et lui, Rocard répondait, en envoyant une sorte de coup de pied de l'âne, qu'en effet les désaccords n'étaient pas si grands que l'avait laissé penser le congrès de Metz. Et que c'est l'évolution de la situation elle-même qui s'est chargée de les réduire. Entendez qu'en matière d'unité de la gauche aussi bien qu'en matière économique Mitterrand a été contraint de s'approcher des thèses rocardiennes. N'a-t-il pas publiquement envisagé, pas plus tard qu'il y a une semaine, la possibilité d'un gouvernement socialiste homogène?

A Rocard donc le bénéfice de la clairvoyance. Vis-à-vis du PCF, Rocard joue le jeu de la sérénité. A d'autres les petites phrases aigres, les polémiques injurieuses, l'anticommunisme primaire. Lui, il constate, il veut gouverner sans le PCF, persuadé que ses électeurs n'hésiteront pas au second tour entre sa voie «socialiste dans la liberté» (le terme autogestion est relégué aux documents programmatiques) et la reconduction de Giscard.

Au total, rien qu'on sache déjà des théories rocardiennes dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sacrifient pas à la fougue anticapitaliste. Quant au grief de mollesse fait à Giscard en matière de politique étrangère on voit mal pour l'instant sur quelle analyse différente il se fonde. La guerre si elle menace ne vous concerne qu'indirectement. L'URSS en intervenant en Afghanistan n'a fait que défendre son «glacis». Sans doute Rocard propose-t-il une politique plus active à l'égard du tiers-monde. Il faudra plus de détails pour apprécier dans ce domaine.

P.M.

Echec à la violence patronale Usinor Mardyck debout autour du TM

Il faut populariser davantage la lutte et élargir encore la solidarité

Il est environ une heure du matin durant la nuit de dimanche à lundi et, comme à l'accoutumée, la bonne humeur règne au piquet de grève du TM. Soudain, des formes surgissent dans l'obscurité: de trois côtés à la fois des files de voitures, tous feux éteints, encerclent les grévistes.

Une cinquantaine de cadres en descendant, porteurs de casques et de passe-montagnes, équipés de bottes... But de l'opération: tenter de casser la grève en faisant démarrer les locos qui bloquent la voie ferrée. Le coup était parfaitement organisé puisqu'un contrôleur de voie signalait au même instant l'arrivée d'une équipe volante venue d'Usinor-Dunkerque par l'autre bout. Un des grévistes s'enfuit et alerte ceux de l'usine dont les bâtiments sont à quelques centaines de mètres, et, aussitôt, ça débraille secteur par secteur, au «5 cage», au décapage, partout... L'usine entière se dresse pour soutenir ceux du TM, et lorsque le commando patronal voit affluer tous ces hommes casqués à travers la nuit, il ne demande pas son reste et détale.

REPRESSION TOUT AZIMUT

Décidément, les méthodes de la direction d'Usinor-Mardyck demeurent fidèles à elles-mêmes: dès que l'on gratte un peu le vernis paternaliste l'on voit apparaître l'autoritarisme et la répression. Pour briser le mouvement, la direction a utilisé les procédés les plus

divers: envois de lettres aux femmes de grévistes, procédure de licenciement contre deux grévistes avec un dossier complètement vide, menace de licenciement contre onze travailleurs dont le secrétaire du CE et le secrétaire adjoint, actes de violence par cadres interposés comme au parachèvement où des contre-maîtres ont voulu jouer le gros bras contre les ouvriers lorsque ceux du TM sont venus appeler à la solidarité... A chaque fois, les travailleurs, unis, ont su, avec leur syndicat CGT, riposter fermement aux attaques patronales. Samedi se tenait une réunion des femmes de grévistes: «*Nous sommes avec nos maris!*» disaient-elles, et au meeting de lundi matin, devant 250 travailleurs de toute l'usine venus soutenir leurs camarades du TM, après l'agression patronale, Joël Simon, secrétaire du syndicat CGT de l'entreprise, devait remettre une note de bonne humeur en s'exclamant: «*On a les femmes avec nous et le premier qui reprend le travail se fait taper dessus par sa femme!*».

Quant à la menace des onze licenciements, si elle devait être appliquée, il s'agirait là, ainsi que le soulignait Joël Simon d'une remise en cause du droit de grève. Aujourd'hui, la direction recule et dit qu'il ne s'agissait que de menaces orales de sanction...

Dans une note au personnel, la direction développe une violente campagne de calomnies contre les travailleurs et leur organisation

syndicale CGT. Celle-ci est assimilée à «une petite équipe extrémiste» commettant des «déprédations» et «des actes graves, dangereux», et les grévistes du TM sont considérés comme une bande de «saboteurs».

On le voit, M. François n'a pas peur des mots! La hargne patronale est, bien évidemment, à la hauteur des échecs successifs essayés par la direction dans ses multiples provocations contre les travailleurs.

MONTEE AUX GRANDS BUREAUX

Car la grève continue! Le patron a tenté d'envoyer les coils sur le port de Dunkerque au lieu de les faire passer par la Belgique comme habituellement mais les dockers ont refusé de briser la grève de ceux de Mardyck. La direction a alors tenté d'affréter douze péniches de 250 tonnes, mais pas un seul marinier n'a voulu les charger. Dernièrement, le patron a tenté une nouvelle initiative en amenant une mini loco. «*Ils l'ont ramenée en grand secret*», raconte Joël Simon devant l'assemblée des travailleurs, «avec carrefours bloqués et talkies walkies, mais on ne sait pas ce qui s'est passé, un coup de vent ou une dénivellation du terrain... mais le fait est que maintenant la loco est ici bloquée comme les autres».

Quatrième loco bloquée, les grévistes l'ont baptisée: «*3 plus 1 égale 4*»...

Où, vraiment la grève c'est du solide au TM. Après le meeting de lundi

matin, les travailleurs se sont rendus massivement aux grands bureaux à l'appel de la CGT pour demander quelques explications au patron à propos de son commando nocturne en guise de négociations sérieuses. La direction a d'abord dit: «*On ne peut rien donner*», puis soudain, changement de langage. François a accordé 50 F et 70 F, ce qui, compte tenu des 3-8, fait en réel 9 F et 13 F d'augmentation. Lorsque les 250 travailleurs ont envahi les bureaux, les patrons devaient reconnaître, en n'en menant pas large, qu'ils ne pouvaient accorder les 250 F d'augmentation au TM au risque de créer une brèche revendicative pour l'entreprise... La rencontre de l'après-midi avec la direction l'aura confirmé, celle-ci ne veut pas discuter réellement.

Où, fort de leur unité et de la solidarité de toute l'usine et en développant largement la popularisation de leur lutte, ceux du TM sauront vaincre l'intransigeance de la direction. Déjà, ceux d'Usinor-Dunkerque présents aujourd'hui à Mardyck par un groupe de travailleurs de la CGT, se mobilisent et des débrayages de solidarité de 4 et 8 heures auront lieu mardi.

Rémi DAINVILLE

Envoyez votre soutien financier aux grévistes d'Usinor-Mardyck à Didier Debaecke, «Trésorier CGT», BNP Boulevard Saint-Barbe à Dunkerque. Compte No 11 465 15.

Appel pour une rencontre nationale des lycées et LEP le 1er mars à Paris

Le Havre, au mois de novembre ; Le Puy, Grenoble, Clermont Ferrand, Dunkerque en janvier ; Lyon, Marseille, la région parisienne, Lille début février ; aujourd'hui Nantes, Rennes, Amiens, Caen et Alençon : contre les stages Beullac plusieurs milliers de lycéens et élèves de LEP se sont mobilisés ont fait grève, ont manifesté. Nous exigeons l'abrogation de la circulaire Beullac.

Mais, contre cette réforme, c'est bien d'un mouvement national uni et coordonné dont nous avons besoin. Aujourd'hui, des régions, des villes partent en lutte alors que d'autres ont arrêté le mouvement ou s'essouffent. C'est pourquoi, nous proposons que se tienne une rencontre nationale qui discute des problèmes rencontrés au cours de notre mouvement, qui réfléchisse à des solutions, afin de proposer des perspectives au plan national.

Nous proposons d'examiner les questions suivantes :

LE MOUVEMENT DES LEP :

Comment stabiliser le mouvement par la mise en place de comités de lutte ? Comment réaliser l'unité avec les profs, les parents et les travailleurs ? Quel contenu donner à la grève ? Quels moyens d'action ? Quelle démocratie pour le mouvement lycéen ? Qu'est-ce que l'alternance Beullac ?

LES REVENDICATIONS DES LYCÉENS ET ÉLÈVES DES LEP :

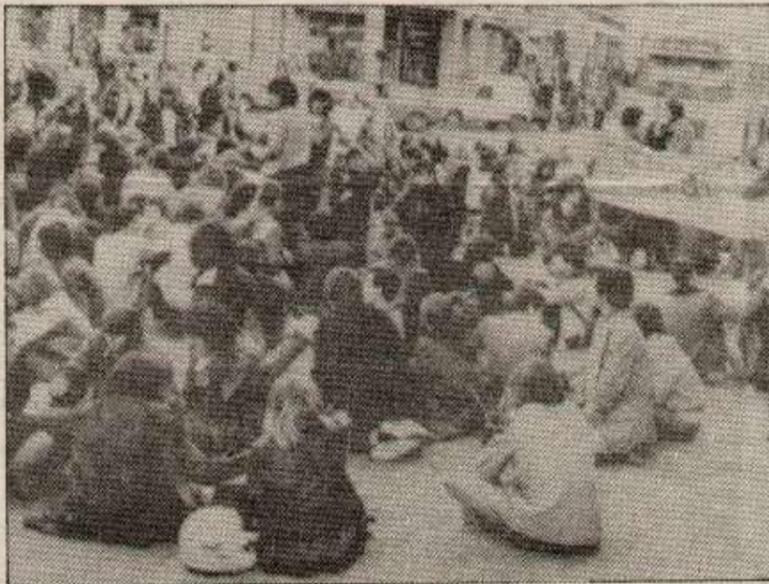
Sécurité, libre expression, conseils de classe, foyer, etc.

A l'exemple des lycéens et étudiants de Nantes qui se battent ensemble contre la loi Beullac et les LOIS RACISTES BARRE-BONNET-STOLERU, élargir la mobilisation au refus des mesures qui frappent les immigrés (expulsions d'étudiants, répression contre les immigrés, assassinats racistes d'Abdlekader à Valenton et Kader à Vitry, ...).

ETABLIR DES PROPOSITIONS D'ACTIONS NATIONALES :

Journée d'action nationale ? Rassemblements régionaux simultanés ? Manifestation centrale ? Autre initiative nationale ?

Faites nous part de votre participation à la rencontre nationale, faites nous part de vos propositions :



Amiens : les élèves de l'enseignement professionnel lors d'un sit-in, début janvier.

Pour tous contacts :

— Pour téléphoner : 508 82 87, permanence mercredi 27 de 14 à 18 h, et vendredi 29 de 17 à 19 h.

— Pour écrire : *Prenons la parole*, 43 Faubourg Saint-Martin, 75010 Paris.

RENCONTRE NATIONALE
Samedi 1er mars à 15 heures
Dimanche 2 mars
à la faculté de Jussieu
Métro Jussieu, Paris.

— A l'appel des lycéens de la Coordination parisienne.

— Coordination de l'Essonne :
Corbeil (LEG, LT, LEP)
Evry (LT, LEP)
Ris-Orangis (LT, LEP)
Savigny (LEG, LT, LEP)

— Cherioux (LEG, LT, LEP)
— Jean Macé (LT, LEP)
— Bondy (LT, LEP)
— Henry IV (LEG)
— Voltaire (LEG)
— Châtenay (LEG, LT, LEP)

Se joignent d'ores et déjà à cet appel :

● Paris :
Bergson (LEG)
D'Alembert (LEP)
Balzac (LEG)
Bessières (LT)
Turgot (LEG)

● Banlieue Sud :

Sceaux (LEP)
Massy

● Province :

Dunkerque
Blois, lycée Augustin Thierry (LEG, LT, LEP)
Auxerre, lycée Jacques Amiot (LEG)
lycée Fourier (LT, LEP)
Fameck
Grenoble
Lyon

Réunis à l'occasion d'une réunion nationale de la Coordination Permanente Lycéenne, les représentants des lycées des villes suivantes se joignent à l'appel :

Coordination de Nantes (17 établissements)
Châlon-sur-Saône
Reims
Nice
Marseille
Dijon
Poitiers
Chatellerault
Le Mans
et Raspail, Monet, Fenelon, Condorcet, Janson de Paris et Région Parisienne.

Lyon : sa carte d'identité était froissée, Hamid se retrouve à l'hôpital

Mercredi dernier, à la sortie du métro Part-Dieu, à Lyon, Hamid Boubeker et un de ses amis sont contrôlés par « les gardiens de la paix ». Ils sortent leurs papiers, absolument en règle, mais un peu froissés. La carte d'identité d'Hamid est légèrement déchirée. Apparemment, c'est un crime, puisque les deux jeunes immigrés sont embarqués au poste, puis au commissariat Garibaldi. Parce qu'ils refusent qu'on leur passe les menottes, c'est les coups. Hamid reçoit des coups de pied dans le ventre, dans la figure, des coups de balai dans le dos. Les flics les avaient embarqués vers 13h30. Deux heures plus tard, quand les pompiers emmènent Ha-

mid, il y avait une demi-heure qu'il se tordait de douleur, tout en sang, chevilles et poignets menottés : traumatisme crânien, hématomes aux bras, au nez, à l'épaule. Cinq jours d'arrêt de travail total, dix jours d'arrêt partiel. En sortant de l'hôpital, Hamid est aussitôt allé porter plainte, « pour coups et blessures volontaires ». Les policiers ont déjà préparé un « bon dossier » contre lui, avec les photos de dégâts qu'il aurait commis dans le bureau. On peut tout de même leur demander ce qu'Hamid Boubeker faisait au commissariat, ce mercredi-là, puisque ses papiers étaient tout à fait en règle !

La Courneuve : contre la fermeture de classes, les parents d'élèves occupent

Lundi matin, les parents d'élèves de plusieurs groupes scolaires de la Courneuve, Joliot Curie, Robespierre et Jules Vallès ont occupé les écoles, pour protester contre la fermeture de 6 classes. « Dans toute la Seine-Saint-Denis, ils ont prévu 200 fermetures de classes », explique un parent qui participe à l'occupation. « Le résultat de ces fermetures, c'est des classes où sont mis ensemble deux niveaux, comme ici un cours élémentaire première année et un cours préparatoire, des classes à 34 élèves, comme le cours moyen deuxième année.

Pour les enfants de ce quartier (les 4 000 de La Courneuve), c'est particulièrement difficile, ils sont déjà très défavorisés au départ.

Comme dans bien d'autres établissements, il n'y a pas d'infirmerie, pas d'enseignants pour des matières comme la musique, le dessin... Sans doute le ministère estime-t-il que cela est superflu, surtout dans les quartiers populaires ? En tout cas, les parents sont bien décidés à se battre pour empêcher la fermeture des 6 classes, et à tout faire pour que leur lutte soit connue.

Manifestations de 150 stagiaires FPA à Nanterre

Mardi maigre à l'AFPA le 19 février : c'était la journée nationale d'action des stagiaires pour obtenir :

- aucun salaire inférieur au SMIC ;
- des salaires indexés sur le SMIC.

Environ cent cinquante stagiaires des deux centres des Hauts-de-Seine « le Plessis-Robinson » et « Yves Bodiguel » à Meudon-La-Forêt se sont rassemblés à 15 h devant la direction départementale du travail. Cet arrêt de travail signifie une perte de salaire importante vue leur faible rémunération.

Pendant près de 2 h, les stagiaires ont manifesté dans la cité administrative avec banderoles, avec des slogans : « Mardi maigre à l'AFPA », « Non aux salaires de misère », « Nous voulons le SMIC indexé », avec des tracts. Une délégation a été reçue par le directeur départemental de l'emploi qui s'est engagé à transmettre nos revendications au ministère... où aura lieu sans doute le prochain rassemblement des stagiaires de l'AFPA !

Communiqué des stagiaires

Rencontre médecins/Caisses mardi pour une nouvelle convention : « Soignez-vous, mais payez ! »

Que va-t-il sortir de la rencontre médecins/assurance maladie qui a lieu ce mardi ? Rien de bon pour les travailleurs si l'on en juge par toutes les mesures prises précédemment dans le domaine de la santé, mesures qui sont de véritables ponctions. Le projet de convention tel qu'il a été divulgué propose une libération des tarifs médicaux en même temps qu'un blocage du volume de remboursement. Cette convention dite « à 3 étages », avant même d'être

signée soulève des critiques de toutes parts. On parle généralement de mise en place d'une « médecine pour les riches » et d'une « médecine pour les pauvres ».

Cette nouvelle convention qui doit permettre d'étendre le « droit au dépassement permanent » des honoraires médicaux risque de balayer toute couverture sociale. C'est au nom de l'alignement des dépenses de santé sur la progression du produit intérieur brut que le gouvernement tente d'imposer ces

mesures d'austérité. Maintenant, on nous parle d'alignement des dépenses sur les recettes. Cela après avoir matraqué dans tous les azimuts qu'il y avait un trou dans le budget de la Sécurité sociale.

S'il y a un déficit c'est d'abord à cause des patrons qui restructurent et licencient. Le montant du déficit dû aux cotisations impayées à cause du chômage s'éleverait selon la CGT à 23 millions. Il faut savoir aussi que messieurs les patrons

ne payent pas leurs cotisations, ils doivent 9,4 milliards de francs à la Sécurité sociale.

Et l'on voudrait que les travailleurs, dont les conditions de vie se dégradent chaque jour un peu plus rognent leurs dépenses de santé ? C'est aux patrons de payer leur déficit, eux qui licencient, eux qui restructurent.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cedex 19
Directeur de Publication : Y. Chevat
Imprimé par ILN - Paris, Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942